

ACORD est une
organisation panafricaine
présente dans 17
pays, travaillant avec les personnes
pauvres et marginalisées pour
la **justice sociale** et le
développement.

SECRETARIAT D'ACORD

Bureau de Nairobi:
ACK Garden House
P. O. Box 61216 - 00200
Nairobi, Kenya
Tel: + 254 20 272 11 72/ 85/86
Fax: + 254 20 272 11 66
E-mail: info@acordinternational.org

Bureau de Londres:
Development House,
56-64 Leonard Street
London, EC2A 4LT
United Kingdom
Tel: + 44 (0) 20 7065 0850
Fax: + 44 (0) 20 7065 0851

ACORD est une organisation non-gouvernementale enregistrée et
gouvernée par un mémorandum et des articles d'association.

Numéro légal d'association : 283302

**RAPPORT ANNUEL
2008**



Le Pouvoir d'Agir

www.acordinternational.org

Table des matières

1 Message de la présidente et du directeur exécutif(1)

Le Travail d'ACORD

2 Protéger et améliorer les moyens d'existence

- **Au niveau international** : Des accords commerciaux qui affectent l'Afrique et la souveraineté alimentaire (2)
- **Au niveau Panafricain** : Le sommet d'Accra manifeste une ferme résistance aux partenariats commerciaux inéquitables (4)
- **Tchad** : La participation de la communauté contribue au maintien de l'accès à l'eau (5)
- **Ouganda** : Collecte des eaux de pluie pour des fins domestiques (5)

3 Promouvoir la paix sociale et la sécurité à l'échelle communautaire

- **Kenya** : Mise en œuvre de la méthodologie d'ACORD pour la consolidation de la paix sociale (6)
- **Guinée** : Donner une chance à la paix et au développement (7)

4 Explorer de nouvelles frontières en matière d'appui et de plaidoyer sur le VIH / SIDA

- **Angola** : Le film d'ACORD honoré pour son innovation dans la prévention, le soutien et le plaidoyer en matière de VIH / SIDA (9)
- **Le Nord Soudan** : Dénoncer la stigmatisation et la discrimination (10)
- **Tanzanie** : Impliquer tous les secteurs dans la question de l'accès aux antirétroviraux et la prestation de services (11)

5 Plaider pour la protection et les droits de la femme

- **Au niveau Panafricain** : Conférence sur l'élimination de l'impunité des violences fondées sur le genre (13)
- **Burundi** : Habiller une femme c'est habiller toute une communauté (14)

6 Section financière..... (15)

7 Qui nous sommes

- Vision, mission et valeurs de l'ACORD (16)



1

Message de la présidente du conseil d'administration et du directeur exécutif

Chers amis,

Nous avons le plaisir de vous présenter le rapport annuel d'ACORD pour l'exercice 2008, Le Pouvoir d'Agir. Votre soutien et vos encouragements ont été extrêmement utiles pour ACORD et l'ont aidée à maintenir ses programmes sur l'ensemble du continent africain.

Le contexte actuel est une véritable gageure. L'impact des crises énergétique, financière et alimentaire croissantes risque de réduire à néant les travaux entrepris par certains pays africains dans le sens du progrès national. Les experts de la société civile redoutent que l'aggravation de ces crises ne compromette la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement et ne conduise même à huit ans de progrès perdus.

Dans ce contexte, ACORD recommande à tous les pays africains et à la communauté internationale de protéger les groupes vulnérables contre l'insécurité alimentaire. En fait, les gouvernements africains sont obligés de réduire les dépenses liées à l'assistance sociale dans une tentative de résister et porter un coup d'arrêt à la crise actuelle. Les représentants de la société civile et ACORD insistent sur l'harmonisation des politiques nationales - abordant la crise - avec les plans de réduction de la pauvreté et sur la promotion de l'appropriation africaine au niveau local.

Plus que jamais, en cette période critique, et toujours en harmonie avec nos travaux des trois dernières décennies, les programmes d'ACORD visent à doter les communautés et les individus d'outils, de possibilités et d'espace qui les aideront à améliorer leurs moyens d'existence, trouver des solutions viables leur permettant d'empêcher et d'atténuer les conflits grâce à la consolidation de la paix, réduire la propagation du VIH / SIDA et mettre en place des mesures visant à mettre fin à l'impunité des violences fondées sur le genre.

En 2008, ACORD a été agréée comme organisation non gouvernementale dotée d'un statut consultatif spécial auprès du Conseil Economique et Social (ECOSOC) des Nations Unies. Ce statut représente une reconnaissance positive de notre expertise et de notre crédibilité en tant qu'organisation panafricaine. ACORD continue à renforcer ses capacités organisationnelle et programmatique afin de sensibiliser les décideurs de façon plus efficace.

En outre, l'adoption d'un nouveau modèle de gouvernance, conforme à l'identité panafricaine d'ACORD, permettra à l'organisation de se positionner stratégiquement sur la scène panafricaine et dans le secteur du développement dans son ensemble et de maintenir et renforcer nos partenariats stratégiques.

Nous espérons que vous aurez du plaisir à lire les réalisations effectuées par ACORD en 2008, et vous invitons à partager vos observations ou questions éventuelles. Forts de votre soutien, partenariat et engagement, nous nous efforcerons d'augmenter l'impact de nos programmes partout en Afrique et continuerons à œuvrer en faveur des droits des personnes les plus marginalisées et vulnérables, dans notre quête de justice sociale et de prospérité.

Nous remercions encore une fois tout le personnel, le Conseil d'Administration, les bailleurs de fonds et les partenaires d'ACORD.

Kevin Teopista M. Akoy
(Présidente du Conseil d'Administration)

Ousainou Ngum
(Directeur Exécutif)



2

Protéger et améliorer les moyens d'existence et la souveraineté alimentaire



“ L'Europe peut jouer un rôle dans la création d'un avenir pour les agriculteurs africains, par la restructuration de la politique agricole commune de l'Union Européenne de manière à soutenir l'agriculture et la production familiales ”

Au niveau international : des accords commerciaux qui affectent la souveraineté alimentaire de l'Afrique

En 2008, ACORD a intensifié ses activités de plaidoyer en rapport avec les Accords de Partenariat Économique (APE). En Novembre 2007, à la suite des menaces de l'Union Européenne et de la date butoir de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), de nombreux pays africains ont été contraints à parapher précipitamment les APE intérimaires.

Le Programme Panafricain d'ACORD est axé sur la Souveraineté Alimentaire et essaie de trouver des solutions viables pour l'agriculture et le commerce africains, qui se concrétiseraient par des avantages à long terme pour les communautés africaines. Cet objectif a été la principale impulsion des interventions d'ACORD contre les APE.

Si l'Union Européenne obtient l'ouverture des marchés africains aux produits européens, on s'attend à ce que le dumping de ses produits subventionnés affecte plus de 60% de la population africaine qui est tributaire de l'agriculture comme seule source de revenu. Pire, la suppression des tarifs et taxes pour toutes les marchandises donnera lieu à d'importantes pertes de recettes publiques, affectant directement la fourniture de services tels que la santé, l'eau et l'éducation.

Par conséquent, ACORD a concentré ses efforts sur l'engagement des responsables politiques et des décideurs du continent, en lançant un appel pour arrêter les négociations des APE et envisager un partenariat de développement propre à préserver les droits humains de tous les citoyens.

En 2008, la campagne "arrêtez - réfléchissez - refusez" a été particulièrement efficace dans la mesure où elle a rassemblé les parlementaires nationaux et régionaux, les associations de femmes à assise communautaire, les étudiants et les universitaires, groupes souvent ignorés dans les décisions relatives au commerce mondial. La diffusion et l'échange d'informations entre les décideurs, les agents d'exécution et les communautés locales en Afrique et en Europe ont été des efforts-clés du Programme Panafricain en 2008, mis en œuvre avec le soutien d'Oxfam Novib, du Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement (CCFD) et du Département pour le Développement International (DFID).

Pourquoi arrêter les APE?

Les Accords de partenariat économique (APE) sont des accords de libre-échange négociés entre les pays ACP (pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique) et l'UE. Ils exigent que les États ACP ouvrent leurs économies aux marchandises provenant de l'UE en franchise de droits et de tarifs. Les APE renferment peu d'espoir pour tout développement axé sur l'intégration régionale. Bien que ces accords aient inscrit l'intégration régionale parmi ses principaux objectifs, la manière dont les négociations sont menées conduira à une plus grande fragmentation des blocs régionaux. En fait, les divers textes de négociation et les échéanciers de libéralisation isolés laissent entrevoir un manque d'harmonie à l'avenir. Les pays n'ayant pas signé les APE seront obligés d'imposer des contrôles plus stricts aux frontières pour empêcher l'entrée des marchandises européennes sur leurs marchés à partir des pays frontaliers, ce qui conduirait à des suspicions entre pays voisins et poserait de plus grands obstacles au commerce régional.

Les APE ont également suscité de fortes préoccupations au sein du secteur agricole africain, en particulier parmi les petits exploitants agricoles. L'ouverture des marchés locaux à la concurrence déloyale des produits subventionnés de l'UE conduira à une aggravation de l'insécurité alimentaire et au risque de l'augmentation du chômage, puisque un nombre de plus en plus croissant de petits exploitants seront incapables de faire face à la concurrence. Sans revenus suffisants, les États africains ne seront probablement pas en mesure de fournir une aide sociale au nombre croissant de personnes frappées par la faim.

60% Pourcentage de la population africaine qui dépend de l'agriculture comme moyen de subsistance. Ce groupe a la certitude qu'il sera négativement touché par le dumping des produits subventionnés importés de l'UE.

Les APE ne comportent pas d'engagement clair au développement - dirigé par l'UE - de prendre en charge les coûts d'ajustement. Cette situation financière n'est pas claire puisqu'il n'y a pas eu suffisamment d'études pour prédire leur impact potentiel. Les agriculteurs, les réseaux d'éleveurs, les organisations communautaires, les églises et même les responsables parlementaires ont été exclus des débats sur les APE.

En outre, plusieurs clauses dans les textes des APE paraphés suscitent de graves préoccupations. En effet, une clause de statu quo exige un gel immédiat de tous les tarifs, même si l'UE n'a pas éliminé ses subventions ; les taxes à l'exportation favorisant l'augmentation de la valeur et des recettes ont maintenant été supprimées ; et dans une offense apparente à la coopération sud-sud, une clause de la « nation la plus favorisée » impose aux pays africains d'accorder à l'UE le même traitement qu'elle donne à tout autre pays.

La plus grande préoccupation réside dans le fait qu'il manque un outil politique dont peuvent se servir les gouvernements pour protéger le droit de leurs citoyens à l'alimentation. À l'égard de la crise alimentaire mondiale, la question suscite une grande inquiétude. L'année 2008 a été donc marquée par le développement de liens de travail plus étroits avec les partenaires locaux d'ACORD et les gouvernements, les blocs économiques régionaux tels que le Marché Commun de l'Afrique Orientale et Australe (COMESA), la Communauté de Développement de l'Afrique Australe (SADC), la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC) et la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), ainsi qu'avec les parlementaires du Tchad, du Cameroun, du Mali, de la Mauritanie, du Burkina Faso, du Mozambique, du Rwanda, du Burundi, de l'Éthiopie, du Soudan et de la Tanzanie.



Le Programme Panafricain d'ACORD concentre son intervention sur le problème fondamental de la souveraineté alimentaire, soutenu par le désir de poursuivre et de consolider son combat pour la justice sociale et pour que les États africains et leurs communautés puissent définir et développer des politiques appropriées ainsi que des stratégies efficaces en vue d'atteindre la sécurité alimentaire. Cet engagement pour la souveraineté alimentaire est le point d'entrée qu'ACORD a choisi pour s'allier et renforcer les processus régionaux et pan africains, au travers de deux angles d'approche :

- des accords de commerce internationaux justes et équilibrés en particulier le travail d'ACORD pour stopper les Accords de Partenariat Economique et la Politique Agricole Commune de l'Union Européenne;
- notre engagement dans le cadre du Programme Global pour l'Agriculture et le Développement et les Politiques Pastorales.

Au niveau panafricain : Le sommet d'Accra manifeste une ferme résistance aux partenariats commerciaux inéquitables

Le sixième sommet des pays ACP (pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique) s'est tenu à Accra du 30 Septembre au 4 Octobre 2008. Le sommet regroupait des chefs d'État, des Ministres et des responsables gouvernementaux provenant de tous les 79 pays membres.

Avec d'autres membres du Réseau Africain sur le Commerce (RAC), ACORD s'est servi de ses documents d'orientation et ses outils de campagne pour intervenir fructueusement auprès des divers responsables qui participaient à ce sommet. La recommandation contenue dans le document politique d'ACORD - demandant aux responsables des gouvernements africains d'«exiger que la Commission européenne (CE) honore son engagement de mettre en application les dispositions de l'article 37.6 de l'Accord de Cotonou et de proposer des alternatives aux APE qui ne laissent aucun pays ACP dans une situation désavantageuse» - a été adoptée dans la déclaration des délégations officielles des pays ACP.

Les notes d'orientation sur les négociations des APE ont fourni des références claires, et représentaient ainsi un point d'entrée convenable pour des débats avec les délégués. Elles ont contribué au résultat final de la conférence, en donnant des arguments convaincants et de fortes critiques contre les négociations des APE. De plus, les discussions avec les responsables politiques provenant des différents États d'Afrique ont donné à ACORD une idée claire des perspectives des différents pays au sujet des négociations des APE, tout en continuant à éclairer les travaux futurs. Il est indispensable que les pays ACP continuent de tenir la CE responsable de son manquement à l'engagement de donner des alternatives. Voici un autre exemple de la façon dont la sensibilisation menée par ACORD a produit un impact direct.



Nous avons été satisfaits de pouvoir exprimer dans un débat international, le point de vue des personnes les plus directement touchées ...

Vers un programme commun

Au cours du sommet surmentionné, 30 agriculteurs ghanéens, des étudiants et des membres de la société civile ont organisé une marche dans les rues d'Accra. Brandissant des affiches d'ACORD « Non aux APE » et des pancartes de leur propre initiative « Non à la recolonisation de l'Afrique », les manifestants ont réussi à transmettre un message clair sur la nécessité d'empêcher les accords commerciaux déséquilibrés susceptibles d'affecter négativement les petits exploitants agricoles africains.

Les manifestants ont pris comme point de départ le Congrès des syndicats et ont marché jusqu'au ministère du Commerce et de l'Industrie et celui de l'Alimentation et l'Agriculture. Au niveau de chacun des ministères, les représentants syndicaux ont exprimé les préoccupations du groupe à l'intention des fonctionnaires présents. Lors de la rencontre avec le ministre en charge du Commerce, le groupe a exprimé ses inquiétudes au sujet des négociations en cours sur les APE. «Nous vous entendons, nous respectons vos préoccupations», a déclaré le ministre.

Pendant trois jours seulement de recueil de signatures de pétition, 30 étudiants volontaires provenant de diverses écoles d'Accra ont réussi à recueillir près de 10.000 signatures de la pétition « arrêtez- réfléchissez- refusez les APE ». Le processus de recueil de signatures de la pétition a eu pour effet d'accroître la connaissance du public sur les négociations des APE et a facilité sa participation.

Les représentants des ACP ont convenu de confier au Président et au Secrétaire Général du Conseil des ACP la responsabilité d'étudier les modalités de conduite d'un engagement de haut niveau avec les parties prenantes clés au sein de l'UE. Enfin, les représentants ont convenu de charger le conseil des ministres de poursuivre la réflexion sur la création d'une zone de libre-échange des pays ACP.

ACORD a noté la nécessité d'incorporer dans ses campagnes contre les APE un aspect fort de plaidoyer au niveau national, ciblant les décideurs régionaux, une approche qui sera incorporée dans ses travaux futurs. ACORD a continué sa campagne contre les APE dans le cadre de notre engagement avec le Réseau Africain sur le Commerce, afin de renforcer les capacités des organisations de la société civile et des mouvements paysans.

TCHAD : La participation de la communauté contribue au maintien de l'accès à l'eau

Les communautés vivant dans les zones arides et semi-arides de Mayo Danay au Tchad sont frappées par des sécheresses sévères pendant les périodes de carence de pluies. Ces difficultés durent des mois et donnent lieu à des pâturages médiocres pour les communautés pastorales. Le manque d'eau crée un déséquilibre dans le peuplement et affaiblit les structures communautaires. En réponse à ce phénomène saisonnier, ACORD a décidé de creuser deux puits d'eau, et les habitants du village ont activement participé à la sélection des sites et la gestion de ces points d'eau.

Plus de 300 membres de la communauté (153 femmes et 147 hommes) ont maintenant un accès direct à l'eau potable. L'accès à l'eau à Mayo Danay a engendré une réduction considérable des distances à parcourir à pied, qui sont passées d'une moyenne de 8 km à 2 km.

Travaillant avec et à travers les communautés locales et les associations villageoises et s'appuyant sur l'enthousiasme généré par le projet, ACORD a attribué aux membres de la communauté de Mayo Danay la responsabilité de gérer les points d'eau en termes de sécurité, de régulation et d'entretien. Cette mesure a renforcé le sentiment d'appropriation et le désir de préserver son efficacité.



Les communautés de Mayo Danay ont démontré que les communautés locales sont les moteurs du développement durable.

OUGANDA : Collecte des eaux de pluie à des fins domestiques

Mutungi habite avec son mari et leur unique enfant à Endiinzi, dans le District Insiro en Ouganda. La pénurie d'eau dans ce district (classé 76^{ème} sur 78 districts) fait que seuls 28 pour cent de la population peuvent avoir accès à l'eau potable. Le district dépend uniquement de la collecte des eaux de pluie pour subvenir à ses besoins en eau, en raison de sa position éloignée et la mauvaise qualité des infrastructures.

Dans le souci de trouver une solution aux défis confrontant la population d'Endiinzi, ACORD à Mbarara a obtenu une assistance de Jersey Overseas Aid Commission pour aider les communautés locales à construire des réservoirs de collecte et de stockage d'eau et soutenir leurs activités de subsistance. Les réservoirs d'eau ont été construits avec des murs en béton et sont reliés à des tuyaux qui récupèrent directement l'eau de pluie qui tombe sur les toits.

Depuis Mai 2008, le projet soutenu par l'association des femmes d'Endiinzi compte sept réservoirs d'eau à son actif. En outre, l'association a construit trois réservoirs d'eau au profit d'autres membres, et fait des économies pour cinq réservoirs supplémentaires en vue de s'assurer que chaque membre du groupe en tire profit. De plus, le modèle participatif du projet a considérablement amélioré le niveau d'appropriation parmi ses membres.

Le chargé du projet d'ACORD à Mbarara estime que l'initiative sur la gestion de l'eau à Endiinzi mérite d'être reproduite dans d'autres régions de l'Ouganda (en particulier dans les régions arides du Nord), ainsi que dans d'autres pays africains où la pénurie d'eau constitue un handicap pour les moyens de subsistance.

« Chaque matin, je devais me réveiller avant le lever du soleil pour aller chercher de l'eau à environ 5 km. Mon enfant, qui est à l'école primaire, était obligé de s'absenter pendant certaines séances de classe pour rentrer à la maison et aller chercher de l'eau et du bois de chauffage. Cependant, les choses ont changé : nous avons un réservoir d'eau à l'intérieur de la parcelle. Nous n'avons plus ces problèmes d'eau maintenant, dit Mutungi, une résidente de la zone Endiinzi en Ouganda ... »



3

Promouvoir la paix sociale et la sécurité à l'échelle communautaire

KENYA : Mise en œuvre de la méthodologie d'ACORD pour le rétablissement de la paix sociale

ACORD travaille depuis plus de 30 ans dans des zones de conflit ou post-conflit et bénéficie donc d'une vaste expérience en matière de méthodologies d'intervention en matière de résolution des conflits, de consolidation de la paix et de reconstruction. Nos interventions opérationnelles protègent les droits des personnes déplacées et des réfugiés et apportent des compétences en matière de moyens de subsistance dans le contexte particulier des conflits, tels que la génération de revenus particulièrement en faveur des réfugiés, déplacés internes, ex-combattants démobilisés, orphelins, veufs/veuves et personnes handicapées. Nos interventions stratégiques comprennent la sensibilisation autour des Droits de l'Homme au travers de l'éducation civique sur la bonne gouvernance et la démocratie, le soutien juridique aux femmes et aux enfants chefs de ménage, parmi d'autres.

L'instabilité, la violence et l'insécurité continuent de briser la vie de millions d'hommes, de femmes et d'enfants partout en Afrique. Néanmoins, quand les efforts déployés pour réconcilier les communautés opposées sont fructueux, ils engendrent une transformation constructive.

Le modèle d'ACORD pour le Rétablissement de la Paix Sociale à l'échelle Communautaire (RPSC) est une approche de construction de la paix utilisée au niveau local pour rapprocher les communautés divisées afin qu'elles négocient une coexistence pacifique. C'est une stratégie qui donne aux communautés la responsabilité de négocier et de consolider la paix entre elles, et les encourage à faire une analyse approfondie des causes et des effets du conflit.

À la suite des événements postélectorales traumatisants de 2007 et 2008 au Kenya, plus de 1.000 personnes ont perdu la vie lors des tensions ethniques, en particulier parmi les communautés Kipsigis et Kisii vivant dans les provinces du Rift Valley et de Nyanza. Ce problème a poussé ACORD à reproduire son modèle de paix sociale et sécurité à l'échelle communautaire dans les districts de Sotik et de Borabu dans la partie ouest du Kenya, avec l'appui d'Oxfam Hong Kong. L'organisation avait déjà fructueusement mis en œuvre la méthodologie du RPSC au Burundi, dans le cadre de la négociation de la coexistence pacifique entre 200.000 membres des communautés en conflit.

Tout comme au Burundi, les communautés Kipsigis et Kisii ont été guidées à travers cette méthodologie de rétablissement de la paix. Le processus consistait à organiser des débats interethniques, former les négociateurs de paix, mobiliser les sages pour assurer le leadership et sensibiliser le public à l'intérêt de la paix et de la coexistence. Les deux communautés ont signé, le 21 Novembre 2008, un contrat de rétablissement de la paix sociale au niveau communautaire, et ont accepté de défendre la paix et maintenir un esprit de tolérance entre elles.



Les membres des communautés de Sotik et Borabu se sont réunis au cours de cette cérémonie de réconciliation facilitée par ACORD, et se sont engagés à mettre fin aux hostilités interethniques.

La plupart de personnes qui avaient fui leurs maisons sont rentrées; nous travaillons avec eux chaque jour et partageons tout un tas de choses. Pendant les sessions de dialogue en cours, ils partagent leurs expériences personnelles en racontant ce qui s'est passé au cours des violences postélectorales; et certains ont commencé à proposer des solutions à long terme...

- Ronald Okemo, négociateur de paix de Riontonyi au Kenya

GUINÉE : Donner une chance à la paix et au développement

La région forestière de la Guinée est connue non seulement comme étant le grenier du pays, mais également comme le carrefour commercial de la sous-région. Dans le passé, cette région a accueilli des centaines de milliers de réfugiés fuyant la guerre civile de la Sierra Leone voisine, de la Côte d'Ivoire et du Libéria. La crise politique de 2008, suivie par les conflits armés dans diverses régions du pays, a créé des tensions qui ont fait de cet espace une source potentielle d'instabilité. Le faible contrôle des frontières du pays a contribué à la détérioration globale de la situation socio-économique de la région. L'instabilité a particulièrement touché Macenta et N'Zérékoré, qui étaient jadis de véritables ruches agro-économiques. Le dynamisme économique précédemment observé a pratiquement disparu, et les effets ont été ressentis dans l'ensemble du paysage guinéen lorsque les communautés ont commencé à souffrir de pénuries alimentaires graves.

ACORD a identifié le lien entre les conflits et les difficultés d'accès à la nourriture et aux produits de base, ainsi que la pression exercée sur les ressources naturelles en diminution et l'environnement. Avec le temps, ces événements sont devenus des défis majeurs, engendrant la désintégration du tissu social, la faiblesse de l'économie et l'indifférence vis-à-vis de la dignité humaine, ainsi que l'augmentation des violences faites aux femmes et aux enfants.

Avec le soutien du Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement (CCFD), ACORD s'est investie dans la restauration de la confiance et la reconstruction des communautés locales à Macenta et à N'Zérékoré, à travers un projet de rétablissement de la paix ayant pour objectif de renforcer les structures traditionnelles de résolution des conflits, tout en prenant également en compte la nécessité de protéger, de former les agriculteurs locaux, sensibiliser le public et faire respecter les droits civiques.

ACORD a fourni à 135 membres de 8 associations communautaires les techniques de culture et de commercialisation de la banane, de la production du savon et de la conception de motifs sur tissus. Les membres des localités de Bounouma, de N'Deleou (Daro), d'Oremai, de Koima (Sérédou) et de Yalenzou sont les principaux bénéficiaires du programme. Quatre-vingt dix-sept (97) des 135 apprenants étaient des femmes. Il était nécessaire de créer un environnement exempt de conflits, favorable aux activités de développement socio-économique.

Il s'agit notamment de la réinsertion des femmes qui avaient été déportées et de l'engagement de jeunes démobilisés.

Le processus de consolidation de la paix a mis à profit le pouvoir des dirigeants communautaires, qui ont transmis des messages exhortant les gens des villages à donner une chance à la paix.

ACORD a également formé des agents de la paix, qui ont pu sensibiliser les villages les plus reculés grâce à des messages de paix et des émissions radiophoniques et ont organisé des rassemblements publics.

L'habilitation des membres de la communauté à être économiquement productifs leur permettra d'influencer la communauté et d'arrêter l'escalade des comportements destructeurs causés par les frustrations et l'insuffisance d'opportunités.



Une femme prépare une poignée d'arachides en guise de repas pour son enfant : Le conflit et l'instabilité en Guinée ont un impact direct sur la sécurité alimentaire. © Photo: Réseaux Régionaux d'Information Intégrée- IRIN

4

Explorer de nouvelles frontières en matière d'appui et de plaidoyer sur le VIH / SIDA

ANGOLA: Le film d'ACORD est honoré pour son innovation dans la prévention, le soutien et le plaidoyer en matière de VIH / SIDA

Des approches originales et novatrices sont indispensables pour assurer le développement de l'Afrique et particulièrement dans le contexte de VIH/SIDA. ACORD a été fort applaudie en 2008, lorsque son documentaire de 24 minutes a gagné l'INTERCOM Gold Plaque durant le 44^{ème} Festival International du Film de Chicago aux États-Unis.

En 2007, ACORD-Angola a lancé la méthodologie Parcours sur un nouveau terrain, en faisant appel à des officiers militaires pour démontrer sa pertinence et son efficacité, dans un documentaire intitulé *Condom Commandos*, réalisé avec l'appui d'Oxfam GB.

Le film *Condom Commandos* montre la mise en pratique de la méthodologie du marche-pied en Angola. Le film a été tourné avec la participation de l'armée angolaise et des habitants d'un village proche de la caserne. Sur l'écran, on voit des femmes locales confronter les soldats au sujet de leur comportement, et l'impact sur la communauté des troupes stationnées loin de chez elles qui ne se soucient pas d'utiliser les préservatifs lors des rapports sexuels avec les femmes et les filles de cette région.

Selon le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance, sur les neuf millions d'Angolais, seuls 3,9% de la population sont séropositifs. Cependant, la population continue des pratiques à haut risque associées à la prévalence du VIH.

A travers la méthodologie du Parcours en Angola, ACORD a supporté la réintégration socio-économique de 5,300 combattants démobilisés.

Ce film peut être utilisé pour aider les communautés à mieux comprendre la méthode du Parcours, et pour démontrer aux bailleurs de fonds et aux décideurs la force et l'efficacité du processus du Parcours. Cette vidéo est disponible en anglais et en portugais.

Dans le film, Elena joue un rôle important, encourageant les autres femmes et filles de la communauté à parler ouvertement de leurs situations relativement au VIH et SIDA

“ J'étais nerveux au début en imaginant ce que serait la réaction des troupes face à ces leçons : m'asseoir avec d'autres hommes et utiliser une banane pour démontrer l'utilisation d'un préservatif n'est pas quelque chose à laquelle ils étaient habitués, ”
a déclaré Dr chimuco, acteur principal dans le film, lors d'une interview avec l'émission radiophonique de BBC Afrique.

NORD SOUDAN : Dénoncer la stigmatisation et la discrimination

ACORD est convaincue que le VIH/SIDA est un problème inextricablement lié à de multiples facteurs, dont la pauvreté, les inégalités entre les sexes, l'exclusion sociale et la marginalisation, la culture, les conflits et la gouvernance.

Dans le Nord du Soudan, ACORD travaille avec un large éventail de partenaires, notamment les étudiants, les PVVIH, les orphelins, les enseignants, les travailleurs du sexe, les camionneurs, le personnel militaire, les informateurs communautaires, les éducateurs, les conseillers et les agents de communication sur la sensibilisation, les soins et la prise en charge du VIH/SIDA et le plaidoyer pour des changements de politiques et pratiques. Avec le soutien d'Oxfam Novib et d'autres partenaires, ACORD renforce les capacités au niveau des communautés pour les aider à mieux comprendre les causes et les conséquences de la pandémie. Une stratégie clé consiste également à amener les décideurs, les chefs tribaux et religieux à lutter contre le VIH/SIDA par le changement des pratiques traditionnelles négatives.

El-Shareef, président de l'Association des PVVIH dans l'État de Gedaref à l'Est du Soudan raconte son histoire :

“ En 2003, alors que je vivais à Gedaref, j'ai subi un test, et le résultat était positif. Mes relations avec les autres membres de ma communauté ont été sérieusement affectées lorsque j'ai révélé ma séropositivité. La communauté m'a isolé et stigmatisé, et cela a sérieusement affecté ma personnalité.

Lorsque j'ai entendu parler du travail d'ACORD sur le VIH / SIDA à Kassala, à 200 kilomètres, j'ai décidé de visiter ses bureaux en vue d'obtenir une assistance et des conseils sur la façon de vivre avec le virus. La réaction des membres du personnel d'ACORD fut une surprise agréable. Ils ont compris ma situation et m'ont encouragé à vivre positivement. Leur attitude m'a poussé à m'installer à Kassala, dans le but de participer aux activités de sensibilisation et d'assister aux séances éducatives sur le VIH / SIDA.

L'Association d'Assistance aux Personnes vivant avec le VIH / SIDA a été créée en 2005, pour assister d'autres personnes confrontées à la stigmatisation en raison de leur séropositivité au VIH. Grâce à cette association, les personnes vivant avec le VIH/SIDA ont pu avoir des informations sur la maladie et obtenir des conseils sur la manière de vivre positivement, y compris les informations sur les soins, les régimes alimentaires et les exercices physiques appropriés et participer à un cours sur le traitement antirétroviral.

Nous avons également bénéficié d'une formation d'ACORD sur la façon de gérer notre association de façon professionnelle par la planification stratégique, la mobilisation de fonds et le renforcement de nos capacités locales. Grâce à tous ces outils, nous avons pu recevoir plus de personnes qui souhaitent profiter de notre support. Encouragés par les résultats, nous avons mis plus d'effort en terme de prestation de services et appui.

“ Je suis rentré à Gedaref pour aider ma communauté locale au moyen des activités de sensibilisation et de dialogues publics. J'estime qu'ils doivent comprendre que le VIH / SIDA n'est pas une malédiction et que les personnes vivant avec le virus sont des êtres humains comme les autres. Par conséquent, chacun doit être encouragé à faire un test de dépistage volontaire pour connaître son statut relativement au VIH et chercher des conseils à ce sujet . ”



Dépistage du VIH : dans de nombreux pays africains, la crainte de la stigmatisation empêche souvent les personnes de se faire examiner pour connaître leur état sérologique relativement au VIH.

TANZANIE : Impliquer tous les secteurs dans la question de l'accès aux antirétroviraux et la prestation de services

La mobilisation de ressources est un facteur-clé dans la prise en charge du VIH / SIDA parmi les groupes infectés. Les médicaments antirétroviraux, le traitement des infections opportunistes et les soins aux malades atteints de SIDA sont coûteux.

Grâce à son travail avec les comités multisectoriels sur le SIDA, dont les *Council Multisectoral Aids Committees (CMAC)* et les *Ward Multi-Sectoral Aids Committees (WMAC)*, ACORD a partagé les leçons acquises grâce aux outils de sensibilisation, de plaidoyer et de mobilisation des ressources pour les aider à coordonner avec efficacité les interventions d'atténuation de l'impact du VIH / SIDA dans leurs localités. Ciblant Biharamulo, Bukoba, Ilemela, Karagwe et Nyamagana, ACORD - Tanzanie a pu enregistrer une augmentation moyenne de 25 % dans l'affectation des ressources financières au VIH/SIDA. Avec le soutien d'Oxfam Novib, le programme a pu atteindre plus de 300.000 personnes, avec un effet multiplicateur sur plus de 3 millions de personnes dans les 7 districts administratifs du nord-ouest de la Tanzanie.

Les recherches antérieures d'ACORD sur les antirétroviraux (ARV) par des études menées au Burkina Faso, en Tanzanie et au Mozambique, ont généré des informations susceptibles d'être utilisées pour des fins de plaidoyer et augmenter l'accès équitable aux services de soins et traitement du SIDA dans les pays africains. L'étude a révélé que le principal problème dans les établissements sanitaires publics et privés était lié aux énormes frais de fonctionnement indispensables pour un programme durable.



“ Dans le monde entier, la stigmatisation et la discrimination associées au VIH/SIDA sont les principaux obstacles qui empêchent les personnes vivant avec le VIH de contribuer au développement et à l'action publique, du fait qu'elles sont souvent rejetées par la communauté. Il faut habiliter ces personnes à s'exprimer et à revendiquer leurs droits auprès des décideurs nationaux et des fournisseurs de services de prise en charge du SIDA. ”

- Programme d'Appui et de Plaidoyer en Matière de VIH/SIDA (HASAP), ACORD

5

Plaider en faveur de la protection et des droits de la femme

Panafricain: Conférence sur l'élimination de l'impunité des violences basées sur le genre

Les troubles civils, les conflits armés et les catastrophes naturelles ou causées par l'homme sont des phénomènes très répandus en Afrique, qui présagent souvent des violations épouvantables des droits fondamentaux des femmes et des filles. La plupart des fois, ces atrocités ne font l'objet d'aucune enquête, et les auteurs ne sont pas traduits en justice. Cette situation est à l'origine d'une culture d'impunité.

Mue par ces défis, ACORD a convoqué la première conférence panafricaine sur le thème « Mettre un terme à l'impunité des violences sexuelles et basées sur le genre (VSBG) », qui s'est tenue à Nairobi du 21 au 23 Juillet 2008.

Dans la perspective de réunir tous les intervenants-clés dans le domaine du genre et des droits de la femme, ACORD a entrepris une campagne de mobilisation, en collaboration avec Action Aid International, Amani Forum, la Fédération Internationale pour la Planification Familiale, conjointement avec la Commission des Droits de l'Homme du Kenya, la Coalition sur la Violence à l'égard des Femmes et le Fonds d'Action Urgente.

La conférence avait pour but d'influencer les institutions nationales, régionales et panafricaines afin qu'elles établissent des mécanismes efficaces pour la poursuite en justice des auteurs des VSBG, renforcent les procédures juridiques et judiciaires pour l'indemnisation et la protection des victimes de VSBG, renforcent la responsabilité au niveau national et régional pour surveiller et dénoncer les violences sexuelles pendant et après les conflits.

Les participants à la conférence se sont engagés à mettre fin à l'impunité à travers des activités centrées sur les femmes victimes de VSBG dans les contextes de conflits et sans conflits, à mobiliser l'appui populaire dans la lutte contre ces violences, à fournir des moyens humains, financiers et matériels suffisants, à établir des ponts entre secteurs et au sein des mouvements et développer un nouveau cadre de leadership.

Convoquée par la nécessité de traduire les cadres établis en actions concrètes, la conférence a été une occasion de s'engager significativement sur des stratégies efficaces de lutte contre l'impunité sur le continent africain. ACORD a réuni 140 participants, dont des parlementaires, des décideurs, des responsables législatifs (ministères de la Justice et des affaires constitutionnelles) et des militants du domaine genre.

Figuraient également parmi les participants des représentants des institutions régionales, notamment la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs (CIRGL), le Communauté de Développement de l'Afrique Australe (SADC), le Marché Commun de l'Afrique Orientale et Australe (COMESA), l'Assemblée Législative de l'Afrique de l'Est (EALA) et les organisations de la société civile qui interviennent aux niveaux national, régional et panafricain dans le but d'influencer les Communautés Economiques Régionales (CER), l'Union Africaine (UA) et le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD). En abordant l'impunité des VSBG, la conférence s'est concentrée sur la question de l'indemnisation et la protection des rescapées des VSBG, en particulier au niveau des paradigmes de la justice transitionnelle.

ACORD donne la priorité à la violence sexuelle et basée sur le genre dans les sociétés en situation de conflit et post-conflit, en tant qu'aspect privilégié de son travail thématique sur le genre dans le cadre panafricain. Notre objectif est de faciliter le développement d'une culture de justice entre les sexes, dans les États africains sortis ou encore engagés dans des conflits. Cette conférence se situait dans le prolongement de cette focalisation d'ACORD, en alliance avec d'autres organisations de la société civile et panafricaines guidées par les mêmes idéaux en matière de droits humains.

Ousainou Ngum, Directeur Exécutif d'ACORD et Hon. Martha Karua, Membre du Parlement du Kenya pendant la conférence panafricaine tenu à Nairobi le 21 Juillet 2008

BURUNDI : Habilitier une femme c'est habilitier toute une communauté



Au Burundi, l'action collective des associations de femmes a démontré la force d'une organisation et a eu pour effet le respect des femmes et la collaboration de part de la communauté au sens large.

mènent régulièrement des activités rémunératrices qui améliorent leurs moyens d'existence. Le succès de ces associations a inspiré la création de groupes supplémentaires dans les milieux où les femmes ont extrêmement besoin d'autonomisation à travers une action collective.

Les femmes représentent 90% de plus des 5000 membres enregistrés dans divers groupes et associations communautaires. Les membres ont reçu une formation sur la façon de lancer des activités génératrices de revenus telles que le traitement du cuir, la conservation du poisson, la boulangerie et la gestion des microprojets.

Le travail du cuir pour produire des articles commerciaux était un domaine jadis réservé aux hommes. Mais ces associations de femmes ont prouvé que les femmes peuvent exceller dans des domaines traditionnellement dominés par les hommes.

“ Ma situation au niveau du foyer et de la communauté s'est considérablement améliorée. Mon mari ne me perçoit plus comme une épouse passive et indigne. J'ai gagné le respect car je peux apporter de la nourriture et d'autres ressources dans la maison grâce à l'amélioration de ma situation financière. ”

Béatrice, membre du groupe de femmes dans le village de Buterere.

Au cours de l'année 2008, ACORD s'est impliquée dans le renforcement des capacités des associations de femmes au Burundi. L'objectif était d'habiliter les femmes au sein des communautés élargies à devenir plus productives et à améliorer leurs moyens d'existence.

Consciente de la situation particulière des femmes, ACORD collabore avec des groupes et associations de femmes afin d'atteindre les femmes vivant dans les zones reculées et promouvoir leurs droits, conformément à sa stratégie sur le genre.

À Buterere, quatre nouvelles associations ont vu le jour et sont devenues des centres importants où les femmes peuvent jouer un rôle important dans la détermination de leur avenir. Cette communauté était connue comme étant la plus pauvre, la plus marginalisée et mal desservie des quatre villages de la Mairie de Bujumbura.

Ces associations sont : le groupe d'entraide *Dushigikirane* qui compte 15 membres, le groupe CAFEM à Musaga avec 23 membres, le groupe CAFED de la commune Kamenge avec 16 membres et le groupe de femmes de Kanyosha avec 30 membres.

Avec le soutien du Fonds de Développement des Nations Unies pour la Femme (UNIFEM), ACORD a aidé plus de 90 groupes et associations à se faire enregistrer et à obtenir un statut officiel. Avec la reconnaissance officielle, la sécurité et le respect, ces associations de femmes ont maintenant progressé en termes de confiance et de taille et

Rapport Financier

6

Etats Financiers 2008 en Date du 31 Décembre

	(en milliers de \$)		Total 2007
	Fonds non affectés	Fonds affectés	Total 2008
Recettes			
Dons et ressources analogues	33	0	269
Ressources provenant du gouvernement et D'autres pouvoirs publics	923	5,839	7,155
Total de Recettes	956	5,839	7,424
Dépenses			
Activités caritatives - en cours	798	5,563	6,361
Coûts liés à la gouvernance	104	57	161
Total de dépenses	902	5,620	7,101
Réserves nettes (dépenses)	54	219	323
Total des montants reportés fin l'an 2007	819	387	693
Total des montants reportés fin l'an 2008	873	616	1,216

Tous les revenus et les dépenses découlent des activités courantes. Il n'y a pas de gains ou pertes autres que ceux mentionnés ci-dessus. Par conséquent, il n'y a aucun relevé de gains et pertes constatées.

Maggie Pankhurst,
Trésorière du Conseil d'Administration

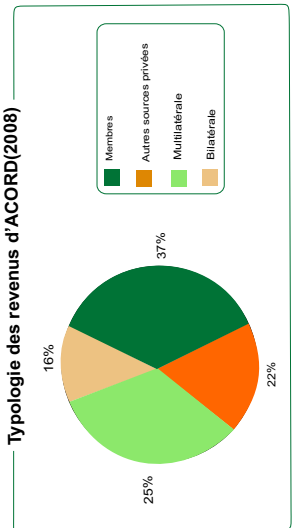
Kevin Teopista M. Akoyi,
Présidente du Conseil d'Administration

Bilan Des Comptes Au 31 Décembre 2008

(en milliers de \$)

	2008	2007
Avoirs Actuels		
Immobilisations Tangibles	1	16
Avoirs Actuels:		
Débiteurs	2,498	1,965
Reliquat en banque et en caisse	593	561
Montants dus à régler dans les douze mois	(1,603)	(1,326)
Avoirs nets	1,489	1,216
Ressources		
Ressources affectées	616	397
Ressources non affectées	873	619
Ressources nets	1,489	1,216

Typologie des revenus d'ACORD(2008)



Le tableau ci-dessus est un extrait du résumé des comptes complets. Les comptes complets sont vérifiés par Horwarth Clark Whitehill LLP et sont accessibles sur le site internet de: www.acordinternational.org

7

Qui nous sommes

ACORD est une organisation panafricaine qui œuvre pour la justice sociale et le développement. Notre mandat fondamental est de parvenir à la justice sociale et au développement fondé sur les droits, en soutenant le développement de mouvements sociaux.

Vision

Une société où tous les citoyens peuvent équitablement exercer leurs droits et s'acquitter de leurs responsabilités.

Mission

ACORD fait cause commune avec les plus pauvres et ceux qui sont privés de leurs droits dans le but d'aboutir à la justice sociale et au développement, en s'appuyant sur des mouvements de citoyens ancrés au niveau local.

Valeurs

Nous croyons que les gens sont les principaux agents de leur propre survie et développement.

Nous œuvrons pour la justice sociale et l'équité, en particulier pour les pauvres et les marginalisés.

Pour y parvenir, nous travaillons en partenariat avec les communautés et en alliance avec d'autres organisations.

Nous contribuerons à la résolution des conflits qui touchent les communautés avec lesquelles nous travaillons, sachant que la justice sociale et l'équité sont les bases d'une paix véritable.

Pour promouvoir ces valeurs, ACORD mène son travail avec intégrité et courage.

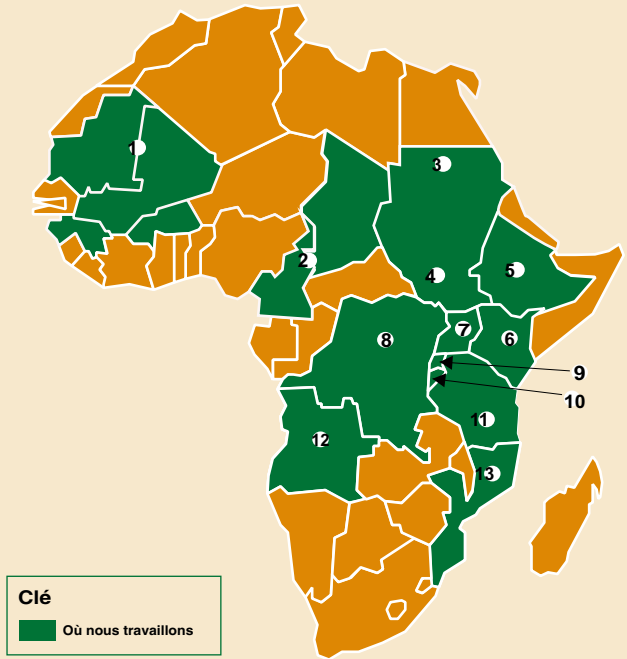
Nous respectons et célébrons la diversité, à la fois au sein des communautés avec lesquelles nous travaillons et au sein de notre propre organisation.

Nous visons l'excellence dans ce que nous faisons.

“ Le mandat d'ACORD est de parvenir à la justice sociale et au développement fondé sur les droits en Afrique, en soutenant le développement des mouvements sociaux ... ”

Où nous travaillons

1. Sahel I
Mali
Burkina Faso
Mauritanie
Guinée
2. Sahel II
Cameroun
Tchad
3. Le Nord du Soudan
4. Le Sud du Soudan
5. Éthiopie
6. Kenya
7. Ouganda
8. République Démocratique du Congo
9. Rwanda
10. Burundi
11. Tanzanie
12. Angola
13. Mozambique



Clé

■ Où nous travaillons

Membres du Conseil d'Administration

Kevin Teopista Akoyi - Makokha (Présidente)
Maggie Pankhurst (Trésorière)
Ibrahim Ouedraogo
Michael Herzka
Molly Kane
Betty Plewes
Kwame Kuffour
Mutizwa Mukute
Gertrude Kazoviyo
Eunice N. Sahle
Stella Mystica Sabiti
Sylli Gandega
Richard Bennett

Coordination sur le Rapport Annuel

Publié sur la direction de PDU

Conception et mise en page: Christine Okila

Imprimé par: Ramco Printing Works Limited

Equipe de direction

Directeur exécutif
Ousainou Ngum

Directeur de Programmation
Bonaventure Wakana

Responsable de Développement des Partenariats
Kristin Seljeflot

Chef des Ressources Humaines
Carine Kidwingira

Responsable des Finances
Elijah Lutwana

Photos: © ACORD

Traduit par: Josephine Kidudi

Remerciements spéciaux: Marie Aziz